Saint-Just : finances de la commune

Commune · Ille-et-Vilaine (35) · 1 127 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Saint-Just affichait un encours de dette de 1 M€, soit 893 € par habitant, une épargne brute égale à 19,3 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 5,2 ans.

Dette par habitant
893 €
1 M€ au total

Capacité de désendettement
5,2 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
19,3 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
720 € / hab.
811 k€ au total

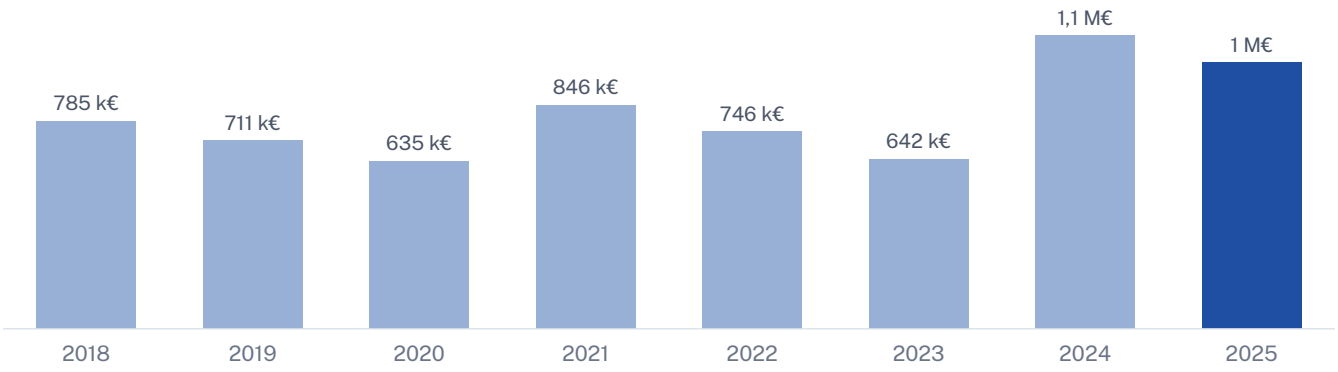
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	720 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	31,6 %	227 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	19,3 %	172 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	893 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	134 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	426 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 785 k€ en 2018 à 1 M€ en 2025 (+28,1 %). Valeur la plus haute : 1,1 M€ en 2024 ; la plus basse : 635 k€ en 2020.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	785 k€	19 %	5,4 ans	256 k€
2019	711 k€	21,2 %	4,4 ans	185 k€
2020	635 k€	7,7 %	11 ans	122 k€
2021	846 k€	12,1 %	8,3 ans	476 k€
2022	746 k€	32,8 %	2,3 ans	479 k€
2023	642 k€	26,7 %	2,5 ans	390 k€
2024	1,1 M€	14,7 %	7,8 ans	1,1 M€
2025	1 M€	19,3 %	5,2 ans	151 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Just	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	893 €	369 €	+141,9 %
Impôts locaux par habitant	426 €	366 €	+16,4 %
Frais de personnel par habitant	227 €	323 €	−29,6 %
Investissement par habitant	134 €	243 €	−44,7 %
Taux d'épargne brute	19,3 %	12,9 %	
Capacité de désendettement	5,2 ans	3,9 ans	

Jumelles : Brusvily (22), Maransin (33), Le Breuil-sur-Couze (63), Saint-Martin-Lalande (11), Pont-Saint-Pierre (27), Fontaine-au-Pire (59), Donzac (82), Les Champs-Géraux (22), Ourville-en-Caux (76), Langoat (22). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 096	1 127	+2,8 %	+3 %
Dette par habitant	649 €	893 €	+37,5 %	−11,7 %
Impôts locaux par habitant	298 €	426 €	+43,1 %	+21,3 %
Frais de personnel par habitant	223 €	227 €	+2,1 %	+23,7 %
Taux d'épargne brute	21,2 %	19,3 %	−1,9 point	−5,6 points
Capacité de désendettement	4,4 ans	5,2 ans	+0,8 an	+0,1 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 509 €		1 843 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Just	Comparaison
Habitants (2023)	1 107	+2,3 % depuis 2012 (département : +11,2 %)
65 ans ou plus (2023)	20,5 %	département : 18,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,4 pour 100 habitants	département : 3,7
Salariés du secteur privé (2025)	130	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	48	−4 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	97,2	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

500 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 210 emplois, soit 42 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2 %	1,6 %	1,3 %	2,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	12,1 %	5,7 %	6,6 %	21,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	15,1 %	21,1 %	20,1 %	7,2 %
Professions intermédiaires	18,9 %	27,2 %	26,4 %	14,4 %
Employés	22,9 %	24,2 %	26,1 %	25,8 %
Ouvriers	29 %	20,2 %	19,5 %	28,7 %

Professions les plus exercées par les habitants : Ille-et-Vilaine (35)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	8 290	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	7 880	1,6 %
Infirmiers en soins généraux salariés	7 650	1,5 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	7 090	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	7 010	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	6 750	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	6 630	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	5 830	1,2 %
Assistants maternels agréés	5 620	1,1 %
Agents de service des établissements de santé	5 390	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	5 170	1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	5 130	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Ille-et-Vilaine (35)) : 39 888 au moins, dont 49,7 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	2 015	39 %
Aides-soignants	1 752	68,7 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 396	44,1 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 185	68,7 %
Serveurs de cafés restaurants	1 106	44,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 094	35,1 %
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	1 067	9,2 %
Conducteurs routiers	969	62,5 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	965	1,9 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	835	45,5 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Just
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	758 k€ pour 14 projets
Par habitant	673 € (communes de même taille : 210 € ; département : 233 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	22,2 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Travaux amenagement du bourg phase 3	87 490 €
2023	DETR	Travaux aménagement du bourg Phase2	68 776 €
2023	DSIL	Alliance touristique – Mise en place d'un sentier pédestre	32 435 €
2023	DETR	Défense extérieure contre l'incendie	23 771 €
2025	DETR	Renovation energetique et securisation de la mairie	10 948 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.